



comité NPA
du pays malouin:
npasaintmalo@orange.fr

Rouge Emeraude

Bulletin du Comité du Pays Malouin du Nouveau Parti Anticapitaliste

N°20
Mars 2015

Contre les lois Macron, Touraine et le gouvernement, la censure de l'austérité passera par notre mobilisation ! Toutes et tous dans l'action le 9 avril !

CGT, FSU, FO et Solidaires appellent à une journée de grève et de manifestation le jeudi 9 avril. Même tardive, notamment après le passage en force du gouvernement sur la loi Macron avec l'utilisation du 49-3, celle-ci peut permettre enfin que s'exprime et s'organise la colère contre les politiques gouvernementales et patronales.

C'est en effet un véritable rouleau compresseur auxquels sont soumis droit du travail et protection sociale. Depuis les Pactes de responsabilité, de compétitivité, pas un mois sans de nouvelles attaques. La loi Macron n'est pas encore totalement validée que déjà sont annoncées une loi s'attaquant aux institutions représentatives du personnel, une loi de santé (loi Touraine) qui vise à réduire la santé publique et son financement à la portion congrue au bénéfice du privé. Et toujours la petite musique sur la «libération» du temps de travail et sur un contrat de travail pour salariéEs-kleenex...

Dans ce contexte, le climat social bénéficie d'un certain réchauffement. Nombreuses mobilisations sur les salaires à l'occasion des négociations annuelles obligatoires, luttes autour des conditions de travail et de la prise en charge des usagers dans les hôpitaux publics ou à La Poste, batailles contre les fermetures de sites et les licenciements... Et, enfin, la persistance de luttes dans des secteurs peu habitués aux mobilisations: palaces parisiens, restauration, entreprises du nettoyage, commerce, autant de secteurs où les salariéEs sont traditionnellement peu visibles, ou peu vus.

L'enjeu est de réussir à passer de ces mobilisations

dispersées, éclatées voire isolées, à la construction d'un rapport de forces plus global autour de questions nationales. Cet objectif peut sembler encore inatteignable à une majorité de salariéEs. Les échecs répétés des mobilisations massives sur le Sécu, sur les retraites, développent un certain fatalisme, une certaine résignation. D'autant plus que, si la CFDT, la CFTC et la CGC affichent clairement leur soutien au gouvernement, la CGT, FO et Solidaires semblent en panne de stratégie voire plus ou moins résignés.

Appuyée sur des grèves, l'appel à une manifestation nationale à Paris pourrait être un relais et une amplification des luttes en cours. Reste à lui donner un contenu. Le retrait des lois Macron et Touraine doit être clairement affirmé, mais nous devons aussi convaincre de la cohérence des politiques gouvernementale et patronale dont les conséquences concrètes sont l'aggravation des conditions de travail, le blocage des salaires, le tout sans impact «positif» sur le chômage, pourtant l'alibi de ces politiques.

Nous devons **faire de cette journée du 9 avril le point de départ d'un retournement du rapport de forces en faveur des salariéEs**. En parallèle, il s'agit de favoriser les constructions unitaires, politiques, syndicales, type collectif 3A ou toutes autres configurations qui permettent de **construire le 9 avril sur le plan local, de groupes ou de branches**.

L'enjeu est bien de préparer d'autres luttes, de nouvelles mobilisations, dès le 10 avril...

Elections
départementales
1er tour

La position du NPA du pays malouin.

La démarche initiée par le NPA du pays malouin en vue de faire émerger, à l'occasion des élections départementales, des candidatures unitaires d'opposition de gauche à la politique d'austérité menée par le gouvernement PS et ses alliés n'a pu aboutir. La volonté de recréer dans ces élections la dynamique unitaire réalisée à Saint-Malo

lors de la campagne municipale autour de liste Osons franchement à gauche !, s'est heurtée à l'attitude politicienne de la fédération d'Ille-et-Vilaine du PCF qui a privilégié à Dol une alliance sans principe avec Europe-Ecologie Les Verts et à Combourg une attitude sectaire.

Dans ces conditions, faute de dynamique unitaire, le NPA a jugé qu'il n'était pas possible de faire apparaître dans ces élections et à l'échelle des 4 cantons du pays malouin, une alterna-

tive cohérente à la politique austéraitrice du gouvernement et de ses satellites et a décidé de ne présenter aucun-e candidat-e.

En conséquence, **le NPA appelle les électeur-trices au vote blanc le 22 mars prochain, sauf dans le canton de Saint-Malo 1, où il invite à voter pour la liste G. BRULE – P. GUILBERT**, qui bien que présenté-e par le PCF a démontré de manière certaine sa volonté unitaire et anti-austéraitrice.

Grèce : qui n'avance pas recule !

Dans la confrontation entre Syriza et les puissances de la vieille Europe, un premier acte vient de s'achever le 20 février, avec l'annonce de l'accord signé entre le gouvernement grec et l'Eurogroupe.

Résultat d'un ignoble chantage, **cet accord constitue clairement une défaite politique pour les forces antilibérales et anticapitalistes de toute l'Europe**. Sous couvert de prolonger l'« aide financière » à la Grèce pour les quatre mois à venir, il maintient le règne de la troïka (rebaptisée pour l'occasion « institutions »), interdit au gouvernement grec toute mesure unilatérale, autant dire toute indépendance politique, et l'engage à rembourser intégralement la dette. Il aura donc fallu moins d'un mois pour qu'apparaissent en pleine lumière les obstacles contre lesquels butera inmanquablement tout gouvernement prétendant rompre avec l'austérité, même sur la base d'un programme minimal, et les limites d'une orientation stratégique fondée sur un tête-à-tête avec les institutions du capital.

Une cage d'acier néolibérale

Pour la troïka, il ne s'agissait donc nullement de négocier quoi que ce soit avec les représentants fraîchement élus du peuple grec mais d'écraser dans l'œuf toute velléité d'autonomie à l'égard du carcan imposé par l'Union européenne et ses diktats austéritaires. **L'appartenance à la zone euro est apparue pour ce qu'elle est : une cage d'acier néolibérale.**

Juncker n'a-t-il d'ailleurs pas affirmé récemment : « *il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens* » ? Que l'Union européenne et l'euro ne soient pas responsables de tous les maux frappant les travailleurs, en Grèce comme ailleurs, ne signifie en rien qu'ils ne constituent pas des verrous décisifs contre toute expérience de transformation sociale.

C'est ce qu'ont fait valoir les représentants de la gauche de Syriza, défendant une stratégie de confrontation avec les institutions européennes et les créanciers. Sur la base de son opposition à l'accord signé par le gouvernement, la Plateforme de gauche semble d'ailleurs avoir accru son audience dans les instances du parti et le groupe parlementaire. Cette opposition est décisive car, si le gouver-

nement reste soutenu par le peuple grec, son crédit risque de s'effriter à mesure que s'approfondira la contradiction entre les mesures d'urgence mises en avant durant la campagne et l'acceptation du cadre européen de négociations, qui exclut toute politique au service des travailleurs et des populations.

Dire les choses telles qu'elles sont

L'exercice d'auto-persuasion collective auquel s'est livré Tsipras, affirmant avoir « gagné une bataille », paraît fonctionner pour l'instant; mais son efficacité se heurtera rapidement à l'épreuve des faits. Le peuple grec risque fort de se détourner de Syriza si le parti ne respecte pas ses engagements électoraux, plongeant le pays dans une nouvelle crise politique, avec le risque que les nazis d'Aube dorée apparaissent alors comme l'unique alternative à l'austérité. **Seule la mobilisation populaire est capable de contraindre le gouvernement à engager une épreuve de force avec le capital et ses institutions**, au niveau national et européen.



Cela suppose d'assumer l'affrontement avec les institutions européennes jusque, si nécessaire, la sortie de l'euro et de l'UE. En outre, les pressions – présentes et à venir – de la BCE ainsi que la fuite des capitaux exigent la socialisation intégrale du système bancaire grec et le

contrôle des mouvements de capitaux. Par son soutien maintenu à Syriza, le peuple grec manifeste sans doute sa crainte d'une sortie de leur pays de l'UE (le « Grexit »), mais il est de la responsabilité des anticapitalistes de présenter les choses telles qu'elles sont : **la stratégie consistant à négocier avec des institutions représentant les intérêts du capital, en renonçant par avance à toute initiative unilatérale, ne peut aboutir qu'à la défaite et au désespoir.** Face à l'enlisement qui guette, il faut se souvenir du proverbe qui hantait les révolutionnaires français de 1789 : qui n'avance pas recule !

Cela est vrai en Grèce mais aussi en France, où des échéances de mobilisation se préparent, contre le racisme (le 21 mars) et la loi Macron (le 9 avril), qui peuvent permettre de regrouper ceux et celles qui s'opposent au gouvernement, et de modifier les rapports de force. Dans la solidarité avec le peuple grec, notre arme principale tient dans la mobilisation sociale contre notre propre gouvernement ! En Grèce s'est ouverte une brèche, à nous de l'élargir.

SUIVEZ L'ACTUALITÉ POLITIQUE SUR LES SITES INTERNET LOCAUX DU

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

<http://www.anticapitaliste-35.org>

<http://www.facebook.com/NpaSaintMalo>